

PAR ARRÊTÉ N° 533 DU 29 NOVEMBRE 1926,

Le Conseil d'Administration entendu :

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires des contributions directes (année 1926); détaillés ci-après :

Rôle N° 203 - Cercle d'Atakpamé - Patentes . . .	3.866 frs. 50
— N° 204 - Cercle de Sokodé - . . .	1.078 frs.
— N° 205 - Cercle d'Atakpamé - Licences . . .	3.400 frs.
Total . . .	<u>8.344 frs. 50</u>

ARRÊTÉ N° 546 érigeant certaines localités en centres urbains.

Le Gouverneur des Colonies,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commissaire de la République.

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 11 Août 1920 portant organisation du Domaine au Togo;

Vu l'arrêté du 6 Avril 1922 déterminant les conditions d'application du décret du 11 Août 1920 sur le domaine privé du Territoire;

Vu les propositions des Commandants de Cercle de Lomé, Anécho, Klouto et Atakpamé;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER — Sont érigées en centres urbains les localités dont les noms suivent :

a) Cercle de Lomé :

Assahoun, Agouévé, Agbelouvé, Tsévié.

b) Cercle d'Anécho :

Tabligbo, Vogan, Vokoutimé, Aklakou, Agomé-Glôzou, Tokpli.

c) Cercle de Klouto :

Agou-gare.

d) Cercle d'Atakpamé :

Okou, Chra, Esimé.

ART. 2. — Le Chef du Service des Domaines et les Commandants de Cercle de Lomé, Anécho, Klouto et Atakpamé sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 3 Décembre 1926.

P. Le Commissaire de la République,

*Le Chef du Secrétariat Général
chargé des affaires courantes et urgentes.*

PARISOT.

ARRÊTÉ N° 550 complétant l'arrêté du 3 Décembre 1926 érigeant certaines localités en centres urbains.

Le Gouverneur des Colonies,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commissaire de la République,

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 11 Août 1920 portant organisation du Domaine au Togo;

Vu l'arrêté du 6 Avril 1922 déterminant les conditions d'application du décret du 11 Août 1920 sur le domaine privé du Territoire;

Vu l'arrêté N° 546 du 3 Décembre 1926 érigeant certaines localités en centres urbains;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté du 3 Décembre 1926 est complété comme il suit :

Cercle de Lomé: Noépé.

ART. 2. — Le Chef du Service des Domaines et le Commandant de Cercle de Lomé sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 Décembre 1926.

P. Le Commissaire de la République:

*Le Chef du Secrétariat Général
chargé des affaires courantes et urgentes,*
PARISOT.

ARRÊTÉ N° 554 accordant le tarif "quart de place" sur les automobiles du réseau du Nord aux travailleurs recrutés par contrat.

Le Gouverneur des Colonies,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commissaire de la République,

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 29 Juin 1926 créant un service de transports automobiles et fixant ses attributions et son fonctionnement; ensemble les derniers tarifs du service en date du 23 Juillet 1926;

Vu les arrêtés des 27 Octobre 1924 et 11 Décembre 1925 relatifs au recrutement des travailleurs au Togo; ensemble la circulaire du 31 Octobre 1924 au sujet de la protection des travailleurs indigènes;

Le Conseil d'Administration entendu;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le tarif "quart de place" est accordé aux travailleurs engagés sur contrat, lorsque ces travailleurs emprunteront les véhicules du service soit pour se rendre du lieu du recrutement sur les chantiers de l'engagiste; soit pour rejoindre leur région d'origine à l'expiration du contrat.

Le bénéfice du quart de place, qui sera accordé aux seuls travailleurs dont le recrutement aura eu lieu par l'intermédiaire de l'Administration locale, s'étendra aux femmes autorisées à accompagner les engagés pour la préparation de leur nourriture.

ART. 2. — Le présent arrêté sera communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Lomé, le 8 Décembre 1926.

P. Le Commissaire de la République,

*Le Chef du Secrétariat Général,
chargé des affaires courantes et urgentes,*
PARISOT.

ARRÊTÉ N° 555 portant suppression de l'incamité complémentaire de zone allouée au personnel européen.

Le Gouverneur des Colonies,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commissaire de la République,

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 Mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial; ensemble les actes modificatifs subséquents, notamment les décrets des 2 Juin 1911 et 11 Septembre 1920;

Vu l'arrêté du 14 Mai 1926 instituant une indemnité complémentaire de zone; ensemble les arrêtés des 23 Juillet et 5 Novembre 1926 modifiant le taux de ladite indemnité;

Vu la hausse actuelle du franc;

Conformément aux instructions du Commissaire de la République;

Le Conseil d'Administration entendu;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'indemnité complémentaire de zone instituée par l'arrêté du 14 Mai 1926, modifiée par les arrêtés des 23 Juillet et 5 Novembre 1926, est supprimée à compter du 1^{er} Décembre 1926.

ART. 2. — Le présent arrêté sera communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Lomé, le 8 Décembre 1926.

P. Le Commissaire de la République,
*Le Chef du Secrétariat Général,
chargé des affaires courantes et urgentes,*
PARISOT.

ARRÊTÉ N° 556 fixant à nouveau le taux de l'indemnité complémentaire de cherté de vie accordée aux agents indigènes en service au Togo (Cercles de Lomé, Anécho, Atakpamé, Klouto et Sokodé).

Le Gouverneur des Colonies,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commissaire de la République.

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 Mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial; ensemble les actes modificatifs subséquents, notamment les arrêtés des 12 Juin 1911 et 11 Septembre 1920;

Vu l'arrêté du 22 Août 1922 réglant la situation des cadres locaux indigènes; ensemble l'arrêté du 19 Août 1925 le modifiant;

Vu l'arrêté du 29 Août 1925 fixant le taux des indemnités de zone et de cherté de vie dans les circonscriptions administratives du Territoire;

Vu l'arrêté du 8 Mai 1926 instituant une indemnité complémentaire de cherté de vie au profit du personnel indigène; ensemble les actes modificatifs subséquents des 5 Juin, 23 Juillet, 26 Août et 5 Novembre 1926;

Vu la hausse actuelle du franc;

Conformément aux instructions du Commissaire de la République;

Le Conseil d'Administration entendu;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'indemnité complémentaire de cherté de vie allouée aux agents indigènes par les arrêtés sus-visés des 8 Mai, 5 Juin, 23 Juillet, 26 Août et 5 Novembre 1926 sera calculée à raison de 10 % sur la portion de traitement égale ou inférieure à 450 francs sans pouvoir, toutefois, descendre au-dessous de 18 francs.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} Décembre 1926, sera communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Lomé, le 8 Décembre 1926.

P. Le Commissaire de la République,
*Le Chef du Secrétariat Général
chargé des affaires courantes et urgentes,*
PARISOT.

ARRÊTÉ N° 559 fixant le cours officiel de la Livre sterling dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France, pour compter du 13 Décembre 1926.

Le Gouverneur des Colonies,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commissaire de la République,

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 Octobre 1923 autorisant notamment le Commissaire de la République à fixer un cours à la monnaie anglaise dans le Territoire du Togo, promulgué par arrêté N° 233 du 24 Novembre 1923;

Vu l'arrêté N° 150 du 1^{er} Mai 1925 autorisant provisoirement les postes de douane d'Aflao, de Noépé, de Zolo, de Batomé, de Kpadapé et de Klouto à percevoir en monnaie anglaise le montant des droits liquidés; ensemble les arrêtés N° 181 du 19 Mai 1925 et N° 327 du 19 Juin 1925;

Le Conseil d'Administration entendu;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le cours officiel de la Livre sterling dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France, est fixé à compter du 13 Décembre 1926 et jusqu'à nouvel ordre, à 84 francs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, notifié aux Ministres des Finances et des Colonies et au Trésorier-Payeur du Togo et inséré au Journal Officiel du Territoire.

Lomé, le 8 Décembre 1926.

P. Le Commissaire de la République,
*Le Chef du Secrétariat Général,
chargé des affaires courantes et urgentes,*
PARISOT.

ARRÊTÉ N° 560 rendant applicable au Togo l'arrêté du 11 Juin 1926 du Gouverneur Général de l'A. O. F., portant application aux militaires h. c. en A. O. F. du décret du 9 Décembre 1924 sur le régime de l'habillement des troupes coloniales et métropolitaines aux colonies.

Le Gouverneur des Colonies,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commissaire de la République,

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 11 Juin 1926 du Gouverneur Général de l'A. O. F. portant application aux militaires H. C. en A. O. F. du décret du 9 Décembre 1924 sur le régime de l'habillement des troupes coloniales et métropolitaines aux colonies;

Le Conseil d'Administration entendu;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendu applicable au Togo l'arrêté du 11 Juin 1926 du Gouverneur Général de l'A. O. F.,